



Venezuela : La résolution des Etats-Unis n'est pas passée!

Par [Telesur](#)

Mondialisation.ca, 27 janvier 2019

telesurtv.net

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Nations Unies](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

Le Gouvernement du Venezuela a obtenu la soutien de sa souveraineté au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU), samedi : sur les 35 pays qui le composent, 19 se sont déclarés pour la non ingérence dans les affaires intérieures du Venezuela et en faveur d'un processus de dialogue entre les Vénézuéliens.

La réunion extraordinaire de ce Conseil a été convoquée à la demande du secrétaire d'Etat des Etats-Unis (USA) Mike Pompeo pour essayer d'obtenir un consensus international qui justifierait le coup d'Etat en cours au Venezuela et la reconnaissance de l'imposition d'un « Gouvernement fantoche. »

Cependant, les Etats-Unis, ses alliés, ce qu'on appelle le Groupe de Lima et une partie de l'Union Européenne (UE) n'ont pas réussi à atteindre leur objectif au sein du Conseil de Sécurité où la majorité des pays de différents continents a exigé le respect de la souveraineté du Venezuela.

Ainsi, de grandes puissances ayant le droit de veto, la Russie et la Chine, ont rejeté fermement la position étasunienne avec le soutien de pays d'Afrique, d'Amérique Latine et des Caraïbes et ont obtenu une position majoritaire contre l'ingérence étrangère au Venezuela.

Le monde a opté pour la démocratie

L'ambassadeur de Russie à l'ONU, Vasili Nebenzia, a affirmé que « la véritable menace pour la paix, c'est les Etats-Unis et leur désir de coup d'Etat. »

La Bolivie a dénoncé le fait que la véritable intérêt de la session convoquée par Mike Pompeo contra Venezuela se trouve dans les ressources naturelles du pays et dans les différends idéologiques et politiques avec le Gouvernement Bolivarien : « Quel pays est meilleur après une intervention des Etats-Unis ? » a demandé à ses collègues le représentant bolivien Sacha Llorenti.

Le représentant de la Chine, le diplomate Ma Zhaoxu a déclaré :

« Nous soutenons les efforts du Gouvernement vénézuélien pour défendre la souveraineté et la stabilité du pays et nous nous opposons à l'ingérence dans les affaires vénézuéliennes... La situation au Venezuela est une affaire intérieure et n'est pas une menace pour la paix internationale. »

Pour sa part, l'ambassadrice permanente de Cuba, Anayansi Rodríguez, a assuré que les agressions contre le Gouvernement vénézuélien sont une tentative désespérée pour appliquer « une politique erronée de changement de régime » qui a souvent échoué « à cause de l'inébranlable résistance du peuple vénézuélien et de sa volonté de défendre sa souveraineté nationale. »

Autres déclarations :

Guinée Equatoriale : « La situation au Venezuela est une affaire intérieure et n'est pas une menace pour la paix et la sécurité internationales. »

Afrique du Sud : « Nous devons promouvoir des voies qui créent un environnement propice au dialogue et à la coopération, une voie qui facilite la résolution des difficultés du peuple vénézuélien. »

Dominique : « Pour répondre pacifiquement à la situation au Venezuela, il faut le dialogue entre les parties. La Dominique offre ses bons offices pour faciliter ce processus. »

Nicaragua : « Nous exigeons le respect de la constitutionnalité du Président Nicolás Maduro au Venezuela. »

Mexique : « C'est le peuple du Venezuela qui doit choisir son propre tournant sans aucune ingérence. »

Barbades : « Les chefs des Caraïbes continueront à s'impliquer dans la situation au Venezuela. Nous appelons à un dialogue pacifique et nous rejetons toute ingérence dans les affaires intérieures de ce pays. »

Uruguay : « La pire solution pour le Venezuela, c'est de renforcer son isolement international. »

Salvador : « La résolution pacifique des conflits, le plein respect de la non intervention et de la souveraineté le non usage de la force ou de la menace de l'usage de la force sont le meilleur chemin pour surmonter les difficultés. »

Source en espagnol :

<https://www.telesurtv.net/news/venezuela-apoyo-democracia-consejo-seguridad-onu-20190126-0016.html>

Traduction Françoise Lopez pour [Bolivar Infos](#)

La source originale de cet article est [telesurtv.net](#)

Copyright © [Telesur](#), [telesurtv.net](#), 2019

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca